Conseil eux-mêmes, comme individus, ont déclaré unanimement qu'ils ne voulaient pas maintenant du statut provincial.

M. Honey: Mon honorable ami me dirait-il alors si la décision unanime a été prise après la résolution?

M. Nielsen: Non. C'était leur position avant et après la résolution et au moment de la visite du ministre.

M. Honey: Je le répète, le député a fort habilement plaidé une cause dont les faits ont été exagérés par le conseil territorial. Sauf erreur, il a déclaré ce matin qu'il avait qualité pour plaider en sa faveur et je crois qu'il a fait un excellent travail. Il plaide toutefois dans une optique déformée mais il est revenu maintenant—je suis heureux de le constater—à une position plus sage et plus rationnelle.

La position adoptée par le député ce matin n'est pas très éloignée de celle du gouvernement énoncée la semaine dernière par le ministre à l'occasion de sa visite au Yukon. Pendant les quelques minutes qui me restent, je voudrais répéter et consigner au compte rendu la position du gouvernement énoncée par le ministre. J'ai déjà exposé la position du Conseil territorial et je répète qu'à mon avis, mon ami a modifié sensiblement sa position dans son discours de ce matin, et j'en suis très heureux. Je veux maintenant comparer sa position de ce matin avec celle du gouvernement définie par le ministre.

Je me reporte maintenant au discours que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a prononcé le 12 novembre devant le Conseil territorial du Yukon. Parlant d'abord de l'évolution constitutionnelle, le ministre a dit:

Je constate que, en envisageant l'évolution constitutionnelle dans le Nord, il ne faut pas oublier deux grands objectifs. Le premier consiste à protéger et à servir les intérêts légitimes des Canadiens dans la mise en valeur du Nord, c'est-à-dire: l'expansion économique et, plus particulièrement, l'exploitation des ressources et des nombreuses richesses qui peuvent en découler; l'amélioration des conditions sociales et économiques de tous les habitants du Nord et surtout des autochtones, qui sont tous des Canadiens; l'aménagement et l'entretien de réseaux de transport et de communications, de même que la création de nombreux organismes sociaux qui, tous ensemble, constituent le fondement indispensable de l'expansion économique et des progrès sociaux envisagés; la reconnaissance des droits du Canada dans le Nord (sur le continent comme dans les îles) qui sont assurés par notre présence et notre travail d'administration dans cette partie du pays; et finalement le rôle du Nord dans la défense du continent.

Le deuxième objectif, intimement lié au premier, vise à accéder au désir de beaucoup de résidents du Nord, qui réclament une plus grande autonomie dans la direction de leurs affaires, tout en se conformant aux traditions, aux institutions et aux valeurs démocratiques du Canada.

M. Nielsen: Il aurait dû venir en premier lieu, pas en second lieu.

M. Honey: Cela y change peut-être quelque chose, mais en tout cas je tiens à le signaler. C'est l'opinion du gouvernement et comme je l'ai déjà dit, j'estime qu'elle ne diffère pas énormément de celle qu'a exprimée ce matin le député. Ensuite, le ministre a lancé un appel au soutien, à la collaboration et à la consultation, après avoir parlé des réussites réalisées par la population du Yukon, la fonction publique du territoire et l'administration du Yukon. Il a soutenu que ces choses paraissent nettement en faveur d'une plus grande autonomie du territoire.

M. Nielsen: L'honorable député me permettra-t-il une question?

M. Honey: Oui.

M. Nielsen: S'ils n'avaient pas réussi, le ministre les aurait certainement révoqués. Il est heureux qu'il ait confiance en eux.

M. Honey: Je le répète, c'est tout cela qui a influencé le ministre en ce qui concerne la campagne en faveur d'une plus grande autonomie du Yukon. Après en avoir parlé, il a poursuivi:

• (3.30 p.m.)

Vous conviendrez toutefois que malgré cette réussite incontestable, il faudra restreindre le nombre des charges que le gouvernement territorial peut assumer au nom de la population du Yukon. Vous admettez sans doute avec le gouvernement fédéral que dans un territoire dont la superficie égale celle des quatre provinces maritimes réunies, dont la population stable est de moins de 18,000 habitants, et dont le climat rigoureux n'est pas sans poser un défi particulier aux autorités, vous ne pourrez pas tirer de vos seules ressources locales un revenu suffisant pour maintenir des services publics capables d'assurer à tous les administrés un niveau de développement social, économique et culturel comparable à celui des autres Canadiens en général. Du fait qu'elle doit recourir, dans une grande mesure, aux subventions fédérales et solliciter le capital étranger pour l'exploitation des ressources naturelles, alors qu'elle ne peut en tirer que des revenus incertains, la population du Yukon ne saurait songer à assumer seule le développement de son économie. Pour l'année financière en cours, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Yukon affecteront au total environ 32 millions de dollars à des programmes de caractère provincial, ce qui se compare avantageusement aux revenus territoriaux et d'ordre provincial, y compris les revenus de 12 millions provenant de l'exploitation de matières premières.